

Bulletin d'histoire politique

Sur l'affaire Bernonville: Yves Lavertu, L'affaire Bernonville: Le Québec face à Pétain et à la collaboration (1948-1951), Montréal, VLB Éditeur, 1994, 217 pages

Gonzalo Arriaga



Volume 4, numéro 4, été 1996

Histoires du monde : Allemagne, Japon, Italie, États-Unis, France

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063565ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063565ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Arriaga, G. (1996). Compte rendu de [Sur l'affaire Bernonville: Yves Lavertu, L'affaire Bernonville: Le Québec face à Pétain et à la collaboration (1948-1951), Montréal, VLB Éditeur, 1994, 217 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 4(4), 47-51. <https://doi.org/10.7202/1063565ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

SUR L'AFFAIRE BERNONVILLE

Yves Lavertu, **L'AFFAIRE BERNONVILLE:
LE QUÉBEC FACE À PÉTAÏN ET À LA COLLABORATION
(1948-1951)**, Montréal, VLB Éditeur, 1994, 217 pages.

Gonzalo Arriaga

*Étudiant à la maîtrise
Département d'histoire, UQAM*

VLB récidive encore une fois. De nos jours, il existe peu d'éditeurs qui osent prendre des risques. La hardiesse de la maison VLB nous permet de jeter un regard nouveau sur un autre, hélas!, sombre chapitre du Québec duplessiste. Dû au contexte politique contemporain, le nationalisme justificateur dans lequel nous vivons serait, à prime abord, fort tenté de cacher ces vérités passées afin de prévenir les mensonges ultérieurs. Mais l'histoire doit être diaphane, ou bien ne pas être. Avec M. Lavertu, elle l'est. C'est son principal mérite. Toutefois, si nous avons loué le courage de l'éditeur, si nous avons souligné le mérite de son auteur, nous devons également critiquer son ouvrage. Ce n'est pas une mince affaire. Il est fort possible que nous soyons immédiatement soupçonnés de subjectivité complaisante. Effectivement, notre mémoire de maîtrise porte sur la pensée politique de Robert Rumilly. Peu nous chaut, nous récusons d'avance ces billevesées.

Pierre Vadeboncoeur a déjà affirmé que lorsqu'on déboulonne les statues, nous pouvons voir les vers qui grouillent sous celles-ci. Cependant, M. Lavertu ne fait pas que déboulonner; c'est un sapeur. Le Québec, *ante-révolution tranquille*, n'était pas si libéral que le laissent entendre bien des auteurs modernes. Le livre d'Yves Lavertu est tiré, pour l'essentiel, de la correspondance archivée dans le fonds Robert Rumilly conservé aux Archives nationales du Québec. Ce livre fait ressortir à la lumière du jour moult penchants pétainistes des Canadiens français. Ces penchants les poussèrent même à protéger des collaborateurs criminels de guerre traqués par la France. Le plus célèbre d'entre eux, le comte Jacques Dugé de Bernonville, fut au centre d'une saga juridique qui dura quatre longues

années. Ce dernier des «chevaliers» modernes, comme l'appelait Abel Bonnard dans une lettre au premier ministre Saint-Laurent, fuira le Canada en 1951 pour finir ses jours étran­glé au Brésil en 1972.

Cet ouvrage, en ce qui concerne la période historique canadienne-française, se tire fort bien de l'exercice. Il n'y a pas grand-chose à lui reprocher, si ce n'est un léger manque de contextualisation. L'huile avec laquelle cette toile est peinte donne un résultat final fantastique, mais les détails sont passablement inégaux. En effet, qui est le comte de Bernonville? Comment en est-il arrivé à collaborer? Pourquoi est-il venu au Québec? Comment? Avec l'aide de qui? M. Lavertu ne nous informe guère sur ces détails. Il nous laisse croire que Bernonville connaissait Rumilly depuis l'époque de l'Action française, fait qui put motiver son choix de venir au Québec (p. 56). D'où tient-il cette affirmation? Le mystère demeure entier. Et c'est bien là le principal problème de ce livre: il y a beaucoup d'affirmations; malheureusement, peu de démonstrations.

En fait, M. Lavertu est prisonnier de la morale de notre temps: le manichéisme. Bernonville, relaps et condamné à mort, était poursuivi par la justice de l'épuration: ce bristol suffit à l'auteur. Le monde a besoin de «vlimeux» — selon l'expression colorée de Joël Le Bigot — qui soient véritablement odieux. Mais, Bernonville était-il véritablement l'être abject qu'Yves Lavertu nous dépeint? S'il y a beaucoup de vérités dans les détails horribles que nous fournit M. Lavertu, comme des tortures infligées à des résistants et les exécutions sommaires, nous nous devons de nuancer. Là réside le travail de l'historien. Que l'on s'entende: nous ne faisons pas l'apologie du comte, nous cherchons uniquement à comprendre. La vérité est déjà assez horrible sans avoir besoin de l'exagérer. Et lorsqu'on affirme, il faut prouver. Il s'agit d'analyser et de comprendre ce passé. Bernonville, s'il est vrai qu'il avait «les mains sales, pour reprendre l'expression de Jean-Paul Sartre, et qu'il les avait trempées dans la merde et dans le sang», n'était pas non plus un Gilles de Retz, Vlad Tepes ou bien l'ange de la mort, Joseph Mengele.

Bernonville, incontestablement, était un homme qui suivit, après l'armistice de juin 1940, les directives du maréchal Pétain: un simple collaborateur. Mais en 1940, qui ne l'était pas? Bernonville fut-il un homme de droite? Assurément. Un fasciste? Sans nul doute. Mais il n'atteignit jamais la déchéance ultime: ce n'était pas un nazi ni un SS. Les Canadiens français, qui étaient, sont et demeurent foncièrement réfractaires à l'esprit nazi, n'en déplaît à Mme Esther Delisle, n'ont pas accueilli chez eux un ancien SS. Ils ouvrirent leurs portes à un *Français* ouvertement *catholique*

facilement assimilable, parce qu'il véhiculait les mêmes valeurs culturelles que celles prônées par l'Église d'ici. Bernonville était, dans l'esprit du temps, persécuté par les hordes communistes menées par le général de Gaulle qui, à la Libération, avaient pris le pouvoir en France. Au Canada, Ottawa discriminait les bons Français qui avaient combattu les communistes, en contrôlant l'immigration, facteur d'assimilation probable. Ce sont là les fondements de l'affaire Bernonville, combat politique que l'historien Robert Rumilly mena avec acharnement jusqu'à son extrême limite.

On nous répliquera certainement: qu'est-ce donc qu'un nazi, alors? Nous proposons la définition suivante: quelqu'un qui communiait avec l'idéologie de supériorité raciale du parti national-socialiste des travailleurs allemands et qui militait, conséquemment, au sein des différents organismes affiliés, militaires ou politiques, visant à établir cette supériorité. M. Lavertu lie Bernonville aux nazis, sans toutefois apporter des preuves convaincantes à cet effet. La principale source utilisée par M. Yves Lavertu sur le personnage principal de cette affaire politique demeure un reportage du magazine *Maclean's* daté du 15 novembre 1951. Cet article, quoique fort documenté, comporte bien des lacunes. Et malheureusement, M. Lavertu les a transposées dans son livre.

Ainsi, par exemple, M. Lavertu déclare: «Le 18 octobre 1941, le comte de Bernonville, sa femme et ses quatre enfants s'embarquent à Marseille pour l'Afrique du Nord. Leur destination est le Maroc où l'ancien officier doit exercer ses nouvelles fonctions de chargé d'affaires aux questions juives.» (p. 23) Serait-il un antisémite convaincu? Il ne le semble pas. Qu'il se soit compromis dans des activités antisémites? C'est là l'évidence même: en 1942, Bernonville était un haut fonctionnaire à la solde du gouvernement de Vichy. Selon le témoignage de Jean Hadot, conservé aux archives rumilliennes, au 102^e régiment de Chasseurs alpins, l'un des subordonnés de Bernonville était israélite: ce dernier n'eut jamais à se plaindre du comportement de son chef à son égard. Par ailleurs, selon un mémorandum coté secret du SDECE (Services de Renseignements français) en notre possession, Bernonville ne se rendit jamais au Maroc, mais plutôt en Algérie, non pas le 18 octobre mais le 13. Il y fut envoyé par la Commission d'armistice franco-allemande.

M. Lavertu affirme également que: «Le comte, à la suite de son chef, prêtera même serment à Hitler à l'automne 1943. Il figure, à partir de cette date, sur le régime de paie du 9^e Brandebourg, unité des Waffen SS. Son numéro de compte est le 605.» (p. 25) Il ajoute en note que le centre d'entraînement de ce régiment se situait à Paderborn en Hanovre, en

Allemagne. Nous avons là quelques bribes de précisions concernant le passé nazi du comte de Bernonville. Ce qui est vraiment dommage, c'est qu'elles sont toutes sans fondement. Le régiment 9^e *Brandenburg* existe-t-il? Pas davantage. La source sur laquelle M. Lavertu se base — *Maclean's* du 15 novembre 1951 — fait plutôt état du 8^e régiment SS *Brandenburg*. Il y a un hic, toutefois. Le 8^e régiment SS s'appelait *Florian Geyer*, non pas *Brandenburg*, et était une division de cavalerie. En 1944, cette brigade était employée sur le front de l'Est. Le 9^e régiment SS, celui auquel se réfère M. Lavertu, était le régiment dénommé *Hohenstaufen*, et était en fait une division blindée. En 1944, cette division était cantonnée en Pologne. Le seul *Brandenburg* qui exista véritablement fut le *Friedenthall-Brandenburg*: c'était le nom d'une école de commandos de l'*Abwehr*, services de renseignements de la *Wehrmacht*. Le camp d'entraînement du *Brandenburg* n'était pas situé à Paderborn, à l'ouest, comme l'entend Lavertu (p. 31), mais bien à Klimback, à l'est, petite ville située au sud-ouest de Berlin, entre Wiessemburg et Brandenburg, d'où l'appellation officieuse du régiment. Bernonville, par ses fonctions de fonctionnaire de l'État français, se replia en 1944 en Allemagne avec le bureau de l'*Abwehr* de Lyon, suivit des cours à l'école ci-haut mentionnée et fut parachuté derrière les lignes alliées en France. Il n'accomplit pas la mission à laquelle il fut préparé et se terra avant de venir en Amérique en 1946.

Le comte de Bernonville, s'il fut un sympathisant du nazisme, qui représentait à ses yeux l'incarnation de la volonté de combattre le bolchevisme, n'a jamais été un SS, quoiqu'affirme M. Lavertu. Un agrandissement des documents publiés par le magazine *Maclean's* indiquent qu'il fut payé par le *Fürsorge-Offizier der Waffen-SS im Frankreich*, c'est-à-dire, l'officier SS responsable de la caisse de prévoyance en France. Si le nom de Bernonville apparaît dans cette quittance de licenciement datée du 24 février 1944: «*SS Freiwillige, de Bernonville [...] am 24.2.44 entlassen werden*», qui se traduit par: «le volontaire SS de Bernonville est congédié le 24 février 1944»; et qu'il est considéré *Einberufenen*, un simple conscrit, par un autre document daté du 23 février 1944, il nous apparaît qu'il était payé plutôt pour des services rendus aux armées allemandes, pas comme un militaire. De plus, le Berlin Document Center, dépôt allié d'archives allemandes confisquées du III^e Reich, qui conserve TOUS les dossiers des membres des SS, ne possède pas ces documents, car il n'a pas de dossier concernant Jacques Dugé de Bernonville, comme nous l'a fait connaître le directeur de l'établissement, David Marwell, le 20 mai dernier. Il n'est pas démontré, hors de tout doute, qu'il a juré fidélité à Gröfaz¹. Il est fort possible que la France, étant des plus

désireuses de mettre le grappin sur Bernonville, quoiqu'en dise M. Lavertu (p. 104), envoya des faux photostats à la revue pour étayer davantage la preuve contre le comte et pour entraîner son expulsion du Canada. Toute la lumière sur le passé du comte de Bernonville n'est pas encore faite.

Nous nous arrêterons ici. Il est dommage que ce livre ait été écrit à la hâte, sans que l'auteur consultât des personnes capables véritablement de le critiquer de façon constructive: en l'occurrence des historiens spécialisés dans le domaine. Il n'y avait pas péril en la demeure pour rédiger ce livre; et c'est la qualité du produit final qui en souffre. Il est à espérer que la deuxième édition soit revue et fortement corrigée dans les détails. L'histoire de ces faits, dûment complétée, ne s'en portera que mieux. Toutefois, même avant que cela soit fait, ce livre reste quand même indispensable. Il demeure, malgré tout, éclairant sur cette période.

Note

1. *Gröfaz: Größer Feldherr alles Zeiten*. Allusion moqueuse à Hitler se traduisant comme: «le plus grand conquérant de tous les temps».